



**PRÉFET
DE SAÔNE-ET-LOIRE**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**Direction de la citoyenneté
et de la légalité**

ARRÊTÉ

Bureau de la réglementation
et des élections

Arrêté préfectoral complémentaire

N° *DCL-BRENV-2021-299-1*

**Société PRAXYVAL
Avenue de Chalon
71640 GIVRY**

**LE PRÉFET DE SAÔNE-ET-LOIRE
Chevalier de l'Ordre national du Mérite**

VU le code de l'environnement, notamment les articles L.181-14, L. 511-1, L.512-6-1, R.181-45 et R. 512-39-3 ;

VU l'arrêté préfectoral n° D2B2-00-3957 du 1^{er} septembre 2000 autorisant la société ZOLPAN à exploiter un établissement de fabrication de peintures et autres produits techniques de revêtement et de décor pour le bâtiment sur la commune de Givry, modifié ;

VU le récépissé en date du 21 septembre 2007 délivré à la société PRAXYVAL transférant à son profit l'autorisation précitée ;

VU le rapport de l'inspection des installations classées en date du 9 mai 2012 constatant la mise à l'arrêt des installations ;

VU le projet d'arrêté préfectoral complémentaire transmis le 14 septembre 2021 à l'exploitant en application de l'article R.181-45 du Code de l'environnement ;

VU l'absence de contestation de la société PRAXYVAL à la transmission du projet d'arrêté préfectoral complémentaire ;

CONSIDÉRANT les désordres avérés sur le sol et le sous-sol au droit du site que l'exploitant envisage de libérer pour un nouvel usage ;

SUR proposition de monsieur le secrétaire général de la préfecture,

ARRÊTE

ARTICLE 1

La société PRAXYVAL dont le siège social est avenue de CHALON sur la commune de GIVRY (71), est tenue de se conformer aux prescriptions complémentaires du présent arrêté pour la remise en état de son site avenue de Chalon sur la commune de GIVRY (71).

ARTICLE 2

En application de l'article R. 512-39-3 du code de l'environnement, le délai de réalisation du mémoire de réhabilitation prévu à l'article R. 512-39-3 du code de l'environnement est fixé à 12 mois, à compter de la détermination de l'usage futur du site.

Ce mémoire précise, conformément à l'article R. 512-39-3 du code de l'environnement, les mesures prises ou prévues pour assurer la protection des intérêts mentionnés à l'article L. 511-1 compte tenu du ou des types d'usage prévus pour le site de l'installation. Les mesures comportent notamment :

- 1° Les mesures de maîtrise des risques liés aux sols éventuellement nécessaires ;
- 2° Les mesures de maîtrise des risques liés aux eaux souterraines ou superficielles éventuellement polluées, selon leur usage actuel ou celui défini dans les documents de planification en vigueur ;
- 3° En cas de besoin, la surveillance à exercer ;
- 4° Les limitations ou interdictions concernant l'aménagement ou l'utilisation du sol ou du sous-sol, accompagnées, le cas échéant, des dispositions proposées par l'exploitant pour mettre en œuvre des servitudes ou des restrictions d'usage.

ARTICLE 3

Dans le cas où l'une des obligations prévues à l'article 2 du présent arrêté ne serait pas respectée dans le délai prévu, et indépendamment des poursuites pénales qui pourraient être engagées, il pourra être pris à l'encontre de la PRAXYVAL les sanctions prévues par les dispositions du II de l'article L. 171-8 du code de l'environnement.

ARTICLE 4 - MESURES DE PUBLICITÉ

En vue de l'information des tiers :

- une copie du présent arrêté est déposée à la mairie de GIVRY et peut y être consultée ;
- un extrait du présent arrêté, énumérant notamment les motifs et considérants principaux qui ont fondé la décision ainsi que les prescriptions auxquelles l'installation est soumise, est affiché à la mairie de GIVRY pendant une durée minimum de quatre semaines. Un procès-verbal de l'accomplissement de cette formalité est dressé par les soins du maire de GIVRY.
- Le même extrait est publié sur le site internet de la préfecture de Saône-et-Loire (<http://www.saone-et-loire.gouv.fr>) pour une durée identique.

ARTICLE 5 – DELAIS ET VOIE DE RECOURS

Conformément à l'article L. 171-11 du code de l'environnement, la présente décision est soumise à un contentieux de pleine juridiction. Elle peut être déférée à la juridiction administrative compétente, le tribunal administratif de Dijon, dans les délais prévus à l'article R. 421-1 du code de justice administrative, à savoir dans un délai de deux mois à compter de la notification ou de la publication du présent arrêté.

ARTICLE 6 – EXECUTION

Le secrétaire général de la préfecture de Saône-et-Loire, le directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement de Bourgogne-Franche-Comté et le maire de GIVRY, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté, qui sera notifié à l'exploitant et dont copie leur sera faite.

Mâcon, le 26 OCT. 2021

Le préfet,


Julien CHARLES